



Cahier des clauses administratives particulières :

Projet de sémantisation des données :
Transformer et exposer les données du cinéma documentaire

CCAP 2025-N du 04/07/2025

Le présent accord-cadre comporte 31 pages numérotées de 1 à 31.

TABEAU RECAPITULATIF DES ARTICLES DE L'ACCORD-CADRE

ARTICLE	1 : OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE
ARTICLE	2 : DEFINITIONS
ARTICLE	3 : PROCEDURE DE PASSATION / DOCUMENTS CONTRACTUELS
ARTICLE	4 : REPRESENTATION DES PARTIES
ARTICLE	5 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE
ARTICLE	6 : MODALITES D'EXECUTION
ARTICLE	7 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE
ARTICLE	8 : MISE EN ORDRE DE MARCHE
ARTICLE	9 : OPERATIONS DE VERIFICATION
ARTICLE	10 : PENALITES
ARTICLE	11 : RESPONSABILITE DU TITULAIRE
ARTICLE	12 : CAS DE FORCE MAJEURE / SUSPENSION DE L'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE
ARTICLE	13 : CONDITIONS FINANCIERES
ARTICLE	14 : PROPRIETE INTELLECTUELLE, SOURCES, LICENCE D'UTILISATION, DOCUMENTATION
ARTICLE	15 : MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES
ARTICLE	16 : RETENUE DE GARANTIE
ARTICLE	17 : NANTISSEMENT CESSION
ARTICLE	18 : RESILIATION
ARTICLE	19 : TRAVAUX DE RENOVATION DU CENTRE POMPIDOU
ARTICLE	20 : LEGISLATION APPLICABLE / LITIGES
ARTICLE	21 : CLAUSE DE REEXAMEN, AVENANT
ARTICLE	22 : DEROGATIONS AU CCAG

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la sémantisation des données des œuvres des films documentaires appartenant au catalogue national des films documentaires accessibles sur le site Les yeux doc et le catalogue public de la Bibliothèque publique d'information, en les modélisant selon les standards du web.

Il a de même pour objet de faire des préconisations sur les paramètres à mettre en place pour la création d'une future plateforme web data.bpi.fr pour une exposition et un partage des données sémantisées de l'établissement.

Article 1.1 Forme de l'accord-cadre

Le présent contrat constitue un accord-cadre mono-attributaire au sens de l'article L2125-1 du code de la commande publique. Il donne lieu à la passation de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Article 1.2 Caractéristiques principales

Marché de Services.

La prestation correspond au code CPV principal :

723111009 Services de conversion de données

Et au code CPV secondaire :

72600000-6 Services d'assistance et de conseils informatiques

Type de marché : *Achat*

Description des prestations :

Les prestations attendues comportent deux phases :

Phase 1 : modélisation a posteriori d'un jeu de données bibliographiques des œuvres des films documentaires décrites en format Unimarc dans un format web standard (RDF). Intégration de ces données modélisées dans le système d'automatisation déjà déployé sur les serveurs de la Bpi dont l'objectif est de transformer les données Unimarc en RDF selon la modélisation choisie.

Phase 2 : définir des préconisations sur les choix stratégiques à appliquer pour permettre le partage et la conservation pérenne des données pour le grand public mais aussi les professionnels ou toute personne souhaitant s'aligner ou récupérer ses données pour leur propre usage : mise en place d'identifiants pérennes de type ark, choix de licence, de formats et de modalités de partage des données.

La méthode de conduite de projet choisie consiste en une approche itérative.

Allotissement

Le présent accord-cadre ne fait pas l'objet d'un allotissement. Son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes, les prestations fournies en exécution du présent accord-cadre formant un ensemble indissociable.

ARTICLE 2 : DEFINITIONS

Les définitions stipulées à l'article 2 du CCAG sont applicables.

Au titre du présent accord-cadre sont ajoutées les définitions suivantes qui dérogent ou complètent l'article 2 du CCAG en tant que de besoin :

Itération : En méthodologie de projet, une itération est une courte période de temps, de durée fixe (1, 2, 3 ou 4 semaines) durant laquelle vont se dérouler une série d'activités (analyse, ergo, conception, codage, test...) et qui se termine par une livraison (interne ou externe).

Logiciel libre ou sous licence libre / Open Source : On entend par logiciel libre, un logiciel sous licence libre. Une licence libre est un contrat d'adhésion par lequel l'auteur du logiciel concède à titre non exclusif à des tiers tout ou partie de la jouissance de ses droits patrimoniaux, en permettant, sous conditions éventuelles prévues dans la licence, au moins l'exercice des quatre exploitations suivantes : utiliser, copier, modifier et diffuser les modifications du logiciel.

Logiciel spécifique : Ensemble de programmes documentés spécialement développés par le titulaire pour apporter une solution sur mesure aux besoins propres de la Bpi en exécution du présent accord-cadre. Il peut s'agir d'une œuvre originale créée ex nihilo, ou de l'adaptation, au moyen de développements spécifiques, d'œuvres préexistantes (logiciels standards ou logiciels spécifiques).

Logiciel standard : Ensemble de programmes documentés conçus par le titulaire ou un éditeur tiers, pour être fourni à plusieurs utilisateurs en vue de l'exécution d'une même fonction et fournis sur un support lisible par les matériels sur lesquels ils sont installés et pour lesquels une concession d'usage non exclusive est accordée à la Bpi.

Méthode itérative : Méthode de conduite de projet impliquant une gestion collaborative comportant plusieurs groupes d'activité. La planification initiale de l'ensemble du projet est suivie d'une planification détaillée de chaque itération. La définition des indicateurs de suivi est réalisée une seule fois et non pour chaque itération. Au fur et à mesure de l'avancée du projet, des modifications sur son contenu, des ajustements ou des précisions peuvent être réalisés.

ARTICLE 3 : PROCEDURE DE PASSATION / DOCUMENTS CONTRACTUELS

3.1- Procédure de passation

L'accord-cadre est passé en application de la procédure adaptée conformément aux articles R2123-4 et suivants du code de la commande publique.

La présente procédure est soumise aux dispositions applicables des articles R2132-7 et suivants du code de la commande publique portant sur le support des communications et échanges d'informations.

3.2 - Documents régissant l'accord-cadre

a) Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives de l'accord-cadre comprennent par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes, à savoir la mise au point éventuelle de l'accord-cadre, les demandes de précision le cas échéant, les bordereaux de prix (BPU), à l'exclusion du détail quantitatif estimatif (DQE) à valeur non contractuelle, constituant l'annexe financière à l'acte d'engagement,
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG TIC.) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre,
- l'offre technique du titulaire comprenant au minimum le mémoire technique.

En cas de contradiction ou de différence entre ces divers documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/TIC, la seule offre financière contractuellement valide est celle remplie par le candidat dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement. Aucune valeur contractuelle ne sera reconnue à tout autre document à caractère financier figurant dans l'offre du titulaire.

Les exemplaires originaux uniques, cités ci-dessus, détenus par l'administration font seuls, foi.

b) Forme des notifications et informations

Par dérogation à l'article 3.1.1 du CCAG, la notification au titulaire des décisions, observations, ou informations de l'acheteur qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur (Place) ou à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers de l'accord-cadre.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur (Place) ou à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers de l'accord-cadre, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de délivrance de l'accusé réception dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur ou d'envoi à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers de l'accord-cadre.

Les parties déclarent que le courriel et les échanges d'informations électroniques auront la même valeur que l'écrit dans leurs relations contractuelles, soit par courriel à l'adresse indiquée par le titulaire, soit au moyen d'un échange d'informations électronique via la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE), ou tout autre profil d'acheteur utilisé par la Bpi.

Sauf preuve contraire, les dates et heures d'émission et de réception des courriels figurant sur les équipements informatiques de la Bpi feront foi entre les parties. En cas de changement d'adresse de messagerie, le titulaire doit en informer le représentant de l'acheteur. La Bpi est soumise à la même obligation en cas de changement de son profil acheteur.

A titre subsidiaire, l'acheteur a également la faculté de procéder à des notifications par courrier simple ou courrier recommandé avec accusé réception ou remise sur place contre récépissé.

Il est entendu que la gestion des demandes et le suivi des travaux s'effectue via le Guichet Unique (outil de ticketing) mis à disposition par le titulaire et choisi d'un commun accord avec la Bpi.

La notification de l'accord-cadre comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

ARTICLE 4 : REPRESENTATION DES PARTIES

4.1 Représentant de l'acheteur

En application des dispositions de l'article 3.3 du CCAG/TIC, le représentant de l'acheteur est habilité à émettre toutes les décisions au titre du présent accord-cadre. Ses coordonnées sont indiquées dans l'acte d'engagement. En vertu des délégations qu'il a consenties, il a délégué sa signature au directeur adjoint et au secrétaire général de la Bpi.

Les personnes habilitées à suivre et à contrôler l'exécution des prestations réalisées en exécution de l'accord-cadre sont Mme Claudine Quillivic, cheffe du service données et accès (tel : 01 44 78 44 44, mail : claudine.quillivic@bpi.fr.) et Mme Nathalie Nosny, directrice du Département Services et collections numériques (tél. : 01 44 78 16 60, mail :

nathalie.nosny@bpi.fr), conjointement chargés de la constatation du service fait, ainsi que toute autre personne désignée en remplacement par la directrice de la Bpi.

4.2 Représentant du titulaire

En application des dispositions de l'article 3.4 du CCAG/TIC, dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du représentant de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant de l'acheteur, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG/TIC, le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant de l'acheteur les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et pouvant influencer sur son déroulement.

Le titulaire doit également notifier sans délai les jugements de redressement ou liquidation judiciaire, toute procédure de sauvegarde, de déclaration de cessation de paiement, d'ouverture d'une procédure collective ou toute mesure d'interdiction de concourir à un marché public prise à son encontre, ainsi que tout jugement ou toute décision administrative ayant une incidence sur l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

5.1. Cotraitance

Il est fait application de l'article 3.5 du CCAG.

En cas de groupement conjoint, la Bpi exige que le mandataire soit solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement, si l'une quelconque des entreprises composant le groupement ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent, elle est dite "défaillante". Si l'une des entreprises autre que le mandataire est défaillante, la Bpi la mettra en demeure de satisfaire à ses obligations, dans un délai qu'elle précise. Cette mise en demeure produit de plein droit effet à l'égard du mandataire, sans qu'il soit besoin d'une mention expresse. Le mandataire dispose d'un délai de huit jours civils à compter du délai imparti à l'entreprise défaillante pour se substituer à elle si la mise en demeure est restée sans effet.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours civils à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

5.2 Sous-traitance

Il est fait application de l'article 3.6 du CCAG TIC.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le représentant de l'acheteur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le sous-traitant ne doit pas faire l'objet d'une exclusion de plein droit de la procédure de passation des marchés. Il doit avoir souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale et avoir acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles.

La sous-traitance totale est formellement interdite.

En cas de sous-traitance, le titulaire garantit que les contrats passés avec ses éventuels sous-traitants tiennent compte des obligations nées du présent accord-cadre.

Le titulaire doit alors indiquer clairement dans le formulaire de sous-traitance (DC4) les activités sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de la Bpi des prestations sous-traitées. Il assurera la maîtrise d'œuvre et la responsabilité de l'ensemble du service.

Le titulaire du présent accord-cadre peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit la Bpi de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

Cette information, qui peut être effectuée dans la déclaration de sous-traitance, doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

La Bpi dispose d'un délai de 21 jours à compter de la date de réception de la déclaration de sous-traitance contenant cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si la Bpi n'a pas émis d'objection pendant le délai susmentionné.

Lorsque le sous-traitant est présenté au moment du dépôt de son offre, la notification de l'accord-cadre vaut non opposition de la Bpi à la sous-traitance des activités de traitement de données indiquées dans la déclaration de sous-traitance.

Déclaration de sous-traitance avant notification de l'accord-cadre

La signature de l'accord-cadre vaut acceptation des sous-traitants déclarés avant notification de celui-ci et agrément de leurs conditions de paiement.

Le formulaire de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) est disponible à la rubrique consacrée aux marchés publics du site web du Minefi.

Déclaration de sous-traitance après notification de l'accord-cadre

Si un sous-traitant est introduit en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire a l'obligation de le déclarer, d'établir une demande d'acceptation et d'agrément de ses conditions de paiement. Les demandes d'acceptation de sous-traitants doivent être notifiées conformément à l'article 2.2 du CCAP.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>,

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

Par dérogation au CCAG, à défaut d'avoir produit le contrat de sous-traitance, le titulaire encourt une pénalité journalière de **50,00 EUR HT** par jour de retard, après une mise en demeure infructueuse après un délai de 15 jours francs.

Le titulaire a recours à la sous-traitance sous sa responsabilité et demeure personnellement responsable de l'exécution devant l'acheteur de toutes les obligations fixées dans l'accord-cadre. Il répond notamment des fautes ou malfaçons commises par son sous-traitant.

Le titulaire reste intégralement tenu envers son sous-traitant qui n'aurait pas été agréé et il doit s'acquitter de ses obligations contractuelles, notamment financières à son égard.

Toute modification dans la répartition des prestations entre titulaire et sous-traitant doit faire l'objet d'un acte spécial modificatif.

ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION

Les prestations sont exécutées conformément aux stipulations fixées au CCTP.

Les stipulations ci-après complètent le CCTP et ne peuvent avoir pour objet de rendre sans effet les clauses du CCTP.

6.1 Méthodologie

La méthode de conduite de projet choisie dans le cadre du présent accord-cadre consiste en une approche itérative, s'inspirant des pratiques agiles.

Phasage du projet

Les prestations objet de l'accord-cadre se dérouleront selon le phasage suivant :

Phase 1 :

La Bpi souhaite la mise en œuvre d'une méthode de gestion de projet en mode itératif sur trois mois à raison d'une itération tous les 15 jours, soit 6 itérations à ajuster en fonction des développements. Le titulaire associera la Bpi dans les rôles de spécification, intégration, validation, exploitation.

La phase 1 comprend la prise en main par le titulaire et la réunion de lancement (itération 0). Cette phase de lancement fait l'objet d'un bon de commande initial de la Bpi au vu du prix établi par le titulaire dans son offre.

Le nombre d'itérations indiquées au CCTP est indicatif. La Bpi se réserve la faculté de ne pas commander l'intégralité des itérations prévues au CCTP ou de commander des itérations supplémentaires.

La définition de la demande est rédigée par la Bpi, conformément aux dispositions du CCTP. Elle donne lieu au chiffrage de la prestation par le titulaire selon les U.O. définies dans l'annexe financière dans un délai de 7 jours à compter de la communication au titulaire de la demande définie par la Bpi. En cas de validation du chiffrage par la Bpi, chaque itération basée sur les spécifications fournies par le titulaire fait ensuite l'objet d'un bon de commande.

Avant toute émission de bon de commande, la Bpi se réserve le droit, en fonction du chiffrage proposé par le titulaire, de modifier le contenu de sa demande et de demander un nouveau chiffrage au titulaire sur la base d'une demande modifiée.

Le titulaire répond à la demande de nouveau chiffrage dans un délai de 7 jours à compter de la notification de la demande de la Bpi. En cas d'absence de remise de chiffrage ou de remise d'un nouveau chiffrage dans le délai imparti, le titulaire après une mise en demeure infructueuse avec un préavis de 15 jours et après avoir été invité à présenter

ses observations s'expose à une pénalité de 100,00 €, par demande de chiffrage ou demande de remise de nouveau chiffrage non satisfaite.

Pendant toute la phase opérationnelle, la Bpi devra valider les développements livrés, conformément aux dispositions de l'article 9 Vérification.

La dernière itération comprend la recette finale selon les modalités prévues à l'article 9, Vérification, le transfert de compétences et la réunion de fin de projet.

Phase 2

La Bpi a demandé une prestation de conseils pour l'aider dans les choix stratégiques à opérer pour une meilleure gouvernance des données sémantisées, en particulier concernant les règles de mise en place d'identifiants pérennes de type création d'arks, ainsi que de l'affichage, la navigation et les formats d'imports des données sémantisées quel que soit le modèle de la structuration des données

La phase 2 du projet devra s'organiser en ateliers qui ne devront pas excéder 10 jours. Le titulaire proposera une tarification en UO des séances pour définir des préconisations concernant la mise en place d'une future plateforme web et la création des URLs n'excédant pas une dizaine de jours ouvrés.

Le livrable attendu sera présenté sous la forme de préconisations, aide à la décision pour le traitement des Uris et l'aspect technique de la future interface web. Les ateliers pourront se dérouler soit à la Bpi soit chez le titulaire. La Bpi attend du titulaire qu'il lui soumette de la documentation technique comme aide à la décision.

La création de la plateforme sera réalisée ultérieurement soit par la Bpi, soit par un prestataire extérieur.

6.2 Modification de l'exécution d'un bon de commande

La planification et le contenu initial des itérations pourront être amendés d'un commun accord des parties, en cours d'exécution d'un bon de commande, dans le cadre de changements de périmètre à la hausse ou à la baisse. Cette modification du bon de commande s'effectuera par un ordre de service de la Bpi, conformément à l'article 25 du CCAG, en particulier dans les cas suivants :

- La Bpi souhaite modifier les spécifications de certains développements consignés initialement ou y ajouter des développements, mais ces modifications n'ont pas d'impact sur l'estimation de charges, structure et délais faite initialement ;
- La Bpi souhaite modifier les spécifications de certains développements consignés initialement ou y ajouter des développements, mais ces modifications augmentent les estimations initialement faites ;
- La Bpi souhaite modifier les spécifications de certains développements consignés initialement ou y ajouter des développements, ces modifications augmentent les estimations initialement faites, mais la Bpi décide de renoncer à des fonctionnalités jugées moins essentielles afin de conserver l'enveloppe budgétaire initiale.

6.3 Interruption de l'exécution des prestations d'un bon de commande

Par ordre de service, la Bpi peut décider l'interruption définitive des prestations d'un bon de commande. S'agissant d'une mesure d'exécution du contrat susceptible néanmoins de causer un préjudice au titulaire, la Bpi à titre d'indemnité et ce à l'exclusion de toute autre dédommagement règle au titulaire une indemnité de 5 % des prestations commandées, non exécutées afférentes au bon de commande concerné. Le décompte de liquidation du bon de commande comportera, sous réserve de la production des justificatifs afférents.

Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
- le montant des pénalités.

Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations admises, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- la valeur des prestations supplémentaires fournies éventuellement à la demande de la Bpi,
- Les dépenses engagées par le titulaire en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies à la Bpi, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement, à savoir :
 - le coût des matières et objets approvisionnés en vue de l'exécution du bon de commande ;
 - le coût des installations, matériels et outillages réalisés en vue de l'exécution du bon de commande ;
 - les autres frais du titulaire se rapportant directement à l'exécution du bon de commande
- Les dépenses de personnel dont le cocontractant apporte la preuve qu'elles résultent directement et nécessairement de l'interruption du bon de commande,
- l'indemnité précitée de 5 % appliqué à la différence entre le montant hors TVA non révisé du bon de commande et le montant hors TVA non révisé des prestations admises.

6.4 Emission et notification des bons de commande

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins de l'acheteur. Les délais d'exécution des prestations et le point de départ de la computation des délais d'exécution des prestations fixés dans la planification du projet mentionnée au CCTP sont soumis à la notification préalable du bon de commande afférent. L'exécution de chaque itération est subordonnée à la notification du bon de commande afférent, y compris la réalisation de l'itération 0 (Prise en main et réunion de lancement). Cette phase de lancement fait l'objet d'un bon de commande initial de la Bpi au vu du prix établi par le titulaire dans son offre.

Les bons de commande peuvent être émis par le représentant de l'acheteur jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande émis par l'acheteur indiquera :

- les noms et adresse du titulaire,
- le numéro du présent accord-cadre,
- le numéro du bon de commande,
- la désignation des prestations commandées, les prix unitaires hors taxe conformément au bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement et les quantités commandées,
- le montant total du bon de commande (HT, TVA et TTC) ;
- la date et/ou le délai d'exécution,
- le lieu de livraison ou d'exécution,
- l'adresse de facturation.

Conformément à l'article 3.7.2 du CCAG, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement qui a seule compétence pour formuler des observations à l'acheteur. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Dérogations au monopole contractuel du titulaire de l'accord cadre

Dès lors que le titulaire a omis de remettre un chiffrage ou une réponse suite à un premier chiffrage remis, après une mise en demeure infructueuse avec un préavis de 15 jours et après que le titulaire ait été invité à présenter ses observations, l'acheteur peut passer commande auprès d'un prestataire autre que le titulaire de l'accord-cadre.

En cas d'inexécution d'un bon de commande après une mise en demeure restée infructueuse, avec un préavis de 15 jours, ou si le titulaire a déclaré n'être pas en mesure d'exécuter la prestation dans les délais prescrits, la Bpi pourra recourir pour cet achat à un prestataire non titulaire du présent accord-cadre.

6.5 : Engagement de collaboration

Les parties souscrivent un engagement réciproque de collaboration.

La Bpi qui recourt à une méthodologie de projet itérative et qui en connaît les contraintes reconnaît que son organisation et ses méthodes sont compatibles avec la mise en œuvre de cette approche. Sans préjudice des engagements souscrits par le titulaire aux termes de l'accord-cadre, la Bpi convient que le succès de ce projet dépend également de facteurs indépendants du titulaire tels que l'organisation de la Bpi, ses méthodes de travail, la qualification de son personnel.

La Bpi s'efforcera d'adapter, en tant que de besoin, son organisation et ses méthodes de travail aux principes et processus décrits dans la méthode itérative dans la limite des contraintes légales et réglementaires qui régissent son fonctionnement d'établissement public administratif soumis à la réglementation de la commande publique et de la comptabilité publique. La disponibilité des agents de la Bpi est garantie sous réserve des nécessités de service public ou de la survenance d'aléas (maladie...).

Au titre de sa mission et sous réserve d'en informer au préalable la Bpi, le titulaire peut demander l'organisation de tous travaux, interviews et réunions qui lui permettront de recueillir les informations utiles à la bonne réalisation de ses prestations. Les membres de la Bpi qui y seront conviés seront tenus d'y participer dans les conditions précitées.

D'une manière générale, pour son engagement de collaboration, la Bpi est tenue à une obligation de moyens. En conséquence, à moins qu'elles n'aient pas faits l'objet de réserves écrites, motivées et préalables, le titulaire ne pourra arguer que des erreurs ou des omissions, ou des manquements à l'obligation de collaboration de la Bpi, puissent le dispenser d'exécuter ses prestations, de remplir ses obligations, en particulier de conseil, ou fassent l'objet d'une demande de suppléments de prix.

Le titulaire s'engage à constituer et maintenir une équipe entièrement dévolue au projet de la Bpi conformément aux stipulations du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage à collaborer avec les agents de l'acheteur, les employés de tout prestataire ou sous-traitant et notamment à leur fournir toute information qui pourrait leur être utile dans l'exécution des tâches qui leur incombent et ce, dans les meilleurs délais.

Les parties collaborent de bonne foi et s'efforcent de résoudre selon les principes de la méthodologie itérative toutes les difficultés relatives à leur collaboration. En conséquence, les parties s'engagent à collaborer étroitement afin d'assurer la réussite du projet, et à se tenir mutuellement informées et à se communiquer spontanément tous événements, informations, documents ou méthodes qui seraient utiles à la bonne exécution des prestations.

6.6 Pilotage

Des réunions régulières, au moins une fois tous les 15 jours soit une par itération, seront organisées entre l'équipe du titulaire et l'équipe projet de la Bpi selon les dispositions prévues au CCTP.

Le prestataire désigne un interlocuteur unique. Son nom, ses coordonnées, son niveau de compétence, son expérience (CV) figurent dans l'offre du titulaire. L'interlocuteur unique du prestataire sera en charge de la coordination des équipes du prestataire, de la production des documents et du suivi de projet de la fourniture des prestations conformément au présent accord-cadre et participe aux réunions de suivi de projet.

Les convocations aux réunions seront émises par la Bpi avec un préavis minimum de 5 jours calendaires. Les réunions auront lieu dans les locaux de la Bpi ou en visioconférence sur décision conjointe de la Bpi et du titulaire. L'absence de présence du titulaire à une réunion peut entraîner pour le titulaire, l'application d'une pénalité de 150 € HT pour chaque manquement. L'application de ces pénalités est décidée par la Bpi, dans les conditions prévues à l'article 14.1.1 du CCAG et notifiée au titulaire.

À l'issue de chaque réunion, le titulaire rédigera un compte rendu dans un délai maximal de 10 jours qu'il devra adresser au chef de projet de la Bpi. Ce dernier disposera d'un délai de 10 jours pour faire part de ses éventuelles observations par écrit. Pour la Bpi, le compte rendu sera validé par le représentant légal de l'acheteur ou les agents à qui il a consenti une délégation générale de signature.

Seuls les comptes rendus validés par les deux parties feront foi. En aucun cas, les comptes rendus de réunion, même validés, ne pourront justifier une modification des termes de l'accord-cadre ou de ses annexes, une telle modification nécessitant la signature d'un avenant. De même, les décisions prises dans le cadre des réunions ne sauraient, en aucun cas, dégager le titulaire des obligations qui lui incombent au titre de l'accord-cadre.

6.7 Délivrance des livrables à l'issue des itérations

Il appartient à la Bpi de valider le programme de chaque itération dans le cadre de la planification de l'itération considérée.

Quelle que soit la méthodologie retenue, les développements réalisés doivent suivre les bonnes pratiques professionnelles et comporter une analyse fonctionnelle, organique, une phase de programmation et d'intégration.

La délivrance des développements à l'issue de chaque itération comprend celle de la documentation afférente et des sources. En l'absence de cette documentation et de la remise des sources, les développements sont réputés non délivrés. Concernant les développements, la documentation, rédigée impérativement en langue française comprend les informations permettant à un professionnel de faire usage des programmes informatiques.

Cette documentation énonce leurs conditions d'emploi et d'utilisation, la description des spécifications fonctionnelles des logiciels et leur procédure courante d'utilisation. La rédaction de la documentation porte également sur les spécifications techniques et fonctionnelles.

Le titulaire communique en exécution de ses prestations l'intégralité du code source correspondant, sous une forme lisible par un ordinateur, lequel doit être distribué sur un support habituellement utilisé pour l'échange de logiciels. Par ailleurs, le titulaire veille à la lisibilité des codes sources qu'il développe et de l'ensemble des matériels de conception préparatoire de manière à ce que ceux-ci puissent être appréhendés par tout homme de l'art sans investissement particulier.

L'admission de chacune des itérations est subordonnée au bon fonctionnement du développement réalisé en interopérabilité avec les développements réalisés au titre des itérations précédentes, sans régression des développements précédents.

Il appartient à la Bpi de procéder aux opérations de recette de chaque itération selon les stipulations de l'article 9 Vérification du présent CCAP.

6.8 Réversibilité et transférabilité

Conformément aux stipulations de l'article 38.4 du CCAG, le titulaire s'engage, dans les conditions ci-après, en cas de fin du présent accord-cadre quelle qu'en soit la cause, à assurer une réversibilité et une transférabilité des prestations afin de permettre à l'acheteur ou à un prestataire tiers, librement choisi par la Bibliothèque publique d'information (Bpi), de reprendre l'exécution des prestations.

Les prestations de réversibilité et de transférabilité (ci-après dénommées les « prestations de réversibilité »), y compris les modalités de leur recette, seront décrites au plan de réversibilité et de transférabilité (ci-après dénommé plan de réversibilité) établi la dernière année de l'accord-cadre et soumis à l'approbation de la Bpi.

Les opérations de réversibilité ou de transférabilité débiteront dès que nécessaire, sur demande de la Bpi, compte tenu de la date d'expiration du présent accord-cadre et se dérouleront en parallèle avec la réalisation de la fin des

prestations par le titulaire qui demeure responsable de l'exécution du présent accord-cadre tant que les prestations de réversibilité n'auront pas fait l'objet d'une admission par la Bpi.

Dans le cadre du processus de réversibilité, le titulaire fournit à la Bpi ou à tout tiers désigné par celle-ci, pendant une période de trois mois précédant l'expiration de l'accord-cadre, prolongée le cas échéant d'une période de trois mois à compter du terme du présent accord-cadre ou en cas de résiliation, pendant le délai entre la notification de la résiliation et sa date d'effet prolongée le cas échéant d'une période de trois mois à compter de cette date d'effet, toute l'assistance nécessaire dans le cadre d'une phase dite de restitution de la connaissance et de la responsabilité opérationnelle.

Outre les obligations ci-dessus définies, le titulaire veillera à transférer aux équipes de la Bpi les compétences et les connaissances lui permettant de reprendre dans les meilleures conditions les prestations objet du présent accord-cadre, et ce, durant toute la durée de la phase de réversibilité.

Au surplus, durant la phase de réversibilité, le titulaire s'engage, le cas échéant, à transférer lesdites compétences à tout prestataire désigné par la Bpi pour assurer la poursuite des prestations objet du présent accord-cadre.

A l'issue du processus de réversibilité, tous les éléments afférents à la Bpi lui seront restitués. Le titulaire devra en outre restituer sans frais pour la Bpi tous les documents qu'il aura obtenus ou réalisés en exécution de l'accord-cadre et n'en conservera aucune copie. Tous les éléments restituables avant la fin de cette phase devront l'être dès que possible.

6.9 Destruction des données / Audit de sécurité

Par dérogation à l'article 37 du CCAG, au terme de l'exécution de l'accord-cadre ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois mois, sous réserve de l'accord exprès de la Bpi, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

L'acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du titulaire ou le cas échéant de ses sous-traitants afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par l'acheteur, dans les conditions fixées à l'article 24 du CCAG.

Avec un préavis de 15 jours, La Bpi à ses frais peut faire effectuer un audit auprès du titulaire portant sur l'exécution des prestations ou toute question en rapport avec l'exécution des prestations (accessibilité notamment). Pour des raisons déontologiques, la Bpi dans cette hypothèse s'engage à ne pas faire appel à un concurrent du titulaire.

6.10 Clause diversité et égalité

Le ministère de la Culture, autorité de tutelle de la Bibliothèque publique d'information, ayant obtenu le double label « Diversité » et « Egalité », souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables. Il s'engage à mettre en œuvre des procédures et des outils garantissant l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines. Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le ministère s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir le questionnaire élaboré par le ministère et fourni dans le dossier de consultation.

Le questionnaire renseigné est transmis au représentant de l'acheteur dans les quinze jours suivant la date de notification de l'accord-cadre au titulaire.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à actualiser ce questionnaire à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre si accord-cadre pluriannuel, ou un mois avant l'échéance de l'accord-cadre. Le représentant de l'acheteur compare la situation décrite à celle présentée initialement.

Le suivi de cette clause est réalisé par le représentant de l'acheteur qui s'assure principalement de son effectivité et de son actualisation par le titulaire.

Clause d'insertion sociale : Le présent l'accord-cadre n'impose pas au titulaire la réalisation d'une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

6.11 Protection de l'environnement

Le titulaire s'engage à respecter la législation française concernant la protection de l'environnement et la prévention de la pollution.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution de l'accord-cadre, il est fait application de l'article 7.2 du CCAG.

Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour l'accord-cadre.

Clause environnementale

Le titulaire décrit dans son mémoire technique les mesures prises par ses soins pour respecter les obligations environnementales sur lesquelles il s'engage pour l'exécution de l'accord-cadre au long du cycle de vie des prestations ou fournitures objet de l'accord-cadre, étant rappelé que le cycle de vie est défini à l'article L. 2112-3 du code de la commande publique comme « l'ensemble des étapes successives ou interdépendantes, y compris la recherche et le développement à réaliser, la production, la commercialisation et ses conditions, le transport, l'utilisation et la maintenance, tout au long de la vie du produit, de l'ouvrage ou du service, depuis l'acquisition des matières premières ou la production des ressources jusqu'à l'élimination, la remise en état et la fin de l'utilisation du produit, de l'ouvrage ou la fin du service ».

Le titulaire développe dans son mémoire technique les mesures prises pour assurer l'éco-conception et la durabilité numérique de ses prestations.

Conformément à l'article 16.2.3 du CCAG, en cas de non-respect des mesures énoncées dans son mémoire technique, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, constaté, après mise en demeure restée infructueuse avec un délai de quinze jours, une pénalité de 150 €.

6.12 Prestations supplémentaires ou modificatives : Il est fait application des dispositions de l'article 25 du CCAG.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1 Obligation générale du titulaire

Le titulaire est responsable de la définition et de la coordination des moyens mis en œuvre, du respect des dispositifs méthodologiques, des processus de réalisation, de la conduite de projet. Il est en particulier responsable du bon fonctionnement des prestations qu'il délivre.

7.2 Respect des normes

Les modalités techniques d'exécution des prestations sont conformes aux normes homologuées définies dans le CCTP, nationales, ou à défaut européennes ou bien encore applicables en France en vertu d'accords internationaux présentes ou à venir pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. L'acheteur se réserve le droit, à tout moment,

de demander au titulaire la preuve que les prestations proposées sont conformes aux prescriptions édictées par lesdites normes.

7.3 Devoir de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans ce cadre, le titulaire communique notamment à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité des prestations et leur impact sur le système d'information de la Bpi.

Il signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de sa responsabilité.

Par dérogation à l'article 3.9 du CCAG et en complément de celui-ci, le titulaire déclare avoir pris connaissance de toutes les contraintes afférentes à la réalisation de ses prestations, telles qu'exposées dans l'accord-cadre, des résultats attendus par l'acheteur, en avoir apprécié la nature et l'importance et être parfaitement capable de les satisfaire.

Le titulaire s'engage à conseiller et à mettre en garde l'acheteur pendant l'exécution de l'accord-cadre afin que les prestations puissent atteindre leurs objectifs dans les meilleures conditions.

À ce titre, le titulaire s'engage, notamment :

- à proposer à l'acheteur tout complément ou modification des prestations prévues par l'accord-cadre qui lui semblerait souhaitable ;
- à conseiller l'acheteur sur d'éventuelles demandes fonctionnelles de sa part qui pourraient mettre en cause les solutions choisies.
- à conseiller l'acheteur sur d'éventuelles demandes fonctionnelles incompatibles ou peu compatibles avec le RGPD (règlement européen n° 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données) et à la Loi 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles,
- à conseiller l'acheteur sur les mesures de sécurité à prendre conformément au RGPD (règlement européen n° 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données) et à la Loi 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Le titulaire après avoir pris connaissance des besoins de la Bpi s'engage à mettre en œuvre une solution les satisfaisant conçue conformément aux principes dégagés par le RGPD ; en particulier ceux de minimisation des données traitées, de sécurité, de confidentialité et de responsabilisation.

Le titulaire atteste qu'il dispose des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de proposer une solution informatique apportant un niveau de sécurité et de confidentialité adapté aux données personnelles traitées par la Bpi, ou qu'il pourrait traiter au nom et pour le compte de la Bpi.

La Bpi et le titulaire s'engagent à respecter les obligations leur incombant au titre des réglementations applicables en matière de protection des données personnelles, à procéder à toute formalité et prendre toute mesure requise par ces réglementations, y compris auprès des autorités compétentes. En cas de contrôle d'une autorité compétente en ce qui concerne la protection des données personnelles, la Bpi et le titulaire s'engagent à coopérer entre eux et avec ladite autorité.

Le titulaire s'engage également à conseiller et mettre en garde l'acheteur pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre de manière à alerter la Bpi sur tout événement, anomalie, choix ou mesure pouvant avoir pour effet

une dégradation ou un non-respect de la qualité, des performances ou des fonctionnalités des prestations objet du présent l'accord-cadre.

7.4 Confidentialité - Protection des données personnelles - Mesures de sécurité

7.4.1 Obligation de confidentialité :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel (droit de protection, documentation, formule, procédé, méthodologie, tour de main, savoir-faire, information particulière, codes d'accès, mots de passe, identifiants), sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à des tiers ou à des membres de son personnel non appelés à les utiliser ou à en avoir connaissance. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature sous quelque forme que ce soit (orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur.

Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle, ni à celles qui sont déjà connues du public.

7.4.2 Obligation de respect de la réglementation des données personnelles :

Le titulaire s'engage à traiter les données personnelles qui lui sont confiées uniquement pour la seule finalité faisant l'objet du présent accord-cadre.

Il garantit la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre. Le titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel. Le titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité appropriées pour garantir la confidentialité, l'intégrité des données personnelles confiées. Au terme du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel qui lui ont été confiées par la Bpi, à n'en conserver aucune copie et à aviser la Bpi de leur destruction.

Les parties au présent accord-cadre s'engagent, s'agissant de la collecte et/ou du traitement et de la communication de données à caractère personnel à respecter la réglementation légale applicable au traitement desdites données.

Ils respectent notamment les dispositions de la loi Informatique et Liberté du 6 janvier 1978 modifiée, le RGPD (règlement européen n° 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données) et la loi 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles modifiée par l'ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018.

Le respect par le titulaire de l'ensemble des mesures imposées par la réglementation protégeant les données personnelles, notamment au regard de l'accessibilité de la confidentialité, du droit de rectification, d'opposition, d'effacement, de portabilité et de sauvegarde des données personnelles est une des conditions essentielles ayant

conduit à la conclusion du présent accord-cadre. La Bpi fait du respect desdites mesures une condition essentielle du maintien de l'accord-cadre, que le titulaire s'engage à respecter.

Avant leur mise en œuvre, le titulaire s'engage à signaler à la Bpi les prestations objet du présent accord-cadre qui génèrent la collecte, le traitement ou la communication de données à caractère personnel.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, il est fait application de l'article 5.2.2 du CCAG. Le titulaire devra informer le pouvoir adjudicateur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour l'accord-cadre.

Le titulaire sensibilise son personnel et ses sous-traitants, intervenant dans le cadre des prestations, à la sécurité de l'information, des systèmes d'information et à l'ensemble des mesures de sécurité définies par l'acheteur ou s'imposant à ce dernier.

Le titulaire veille notamment à ce que son personnel intervenant dans le cadre des prestations respecte les stipulations du présent accord-cadre concernant la sécurité.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre peut être résilié pour faute en application de l'article 20.

7.4.3 Information sur les vulnérabilités et les incidents de sécurité détectés sur le système d'information du titulaire

En application de l'article 5.4 du CCAG, pour les prestations fournies dans le cadre du présent accord-cadre, le titulaire met à disposition un dispositif d'information dédié à la sécurité informatique (notamment flux RSS/ATOM, liste de diffusion par courriel ou autre).

7.4.4 Information des sous-traitants

En application de l'article 5.5 du CCAG, le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article 7.4. Il reste responsable du respect de celles-ci.

Protection de l'environnement, sécurité et santé

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution de l'accord-cadre, Il est fait application de l'article 7.2 du CCAG.

Le titulaire qui devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour l'accord-cadre.

7.5 Accès aux locaux de l'acheteur

L'application du plan Vigipirate en vigueur dans les locaux de l'acheteur génère des contraintes particulières d'accès et de surveillance.

Le titulaire, sans supplément de prix s'engage à respecter et à faire respecter par son personnel, celui de ses sous-traitants et fournisseurs les directives qui lui seront communiquées par la Bpi.

7.6 Personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement des compétences, du savoir-faire et de l'expérience des personnes composant l'équipe désignée par le titulaire pour en assurer la conduite.

Le titulaire est responsable du personnel qu'il a désigné pour la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre.

Sont a minima désignés nommément dans son offre, avec mention de leurs diplômes, leur expérience et leurs références (CV) : l'interlocuteur unique et les principaux développeurs.

Le prestataire s'engage à maintenir tout au long du projet à la disposition de la Bpi l'équipe mentionnée dans son offre.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG, si pour une raison indépendante de sa volonté, tout ou partie du personnel désigné par le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer lui-même la réalisation des prestations, le titulaire en avise sans délai le représentant de l'acheteur et pourvoit à leur remplacement afin que l'exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée.

Pour toute prestation, le titulaire s'engage à procéder au remplacement d'une personne absente dans un délai de quinze jours par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement désignée par ses soins.

Le remplaçant est considéré comme accepté si, après un entretien préalable et obligatoire avec les représentants désignés de la Bpi, l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la communication par le titulaire du nom et des qualifications du remplaçant (e). Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de quinze jours pour désigner un autre remplaçant et en informer la Bpi.

En aucun cas le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du prix indiqué dans l'accord-cadre.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de récuser ceux des personnels du titulaire qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution des prestations en justifiant sa décision.

En cas de faute professionnelle ou de manquement sérieux aux dispositions du règlement intérieur de la Bpi ou du Centre Pompidou applicables aux visiteurs ou aux personnels des fournisseurs de ces personnes publiques, l'acheteur peut exiger le départ immédiat du personnel concerné.

Sans acceptation préalable de l'acheteur, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification. Le titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels récusés dans un délai de quinze (15) jours. Il ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution ni à indemnité.

Le personnel du titulaire demeure à tous égards le salarié de ce dernier (légalisation du travail, sécurité au travail, congés payés, déplacements, etc.) et placé sous sa responsabilité hiérarchique.

7.7 Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que la Bpi puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire. En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du titulaire.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue

de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur, et ce dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

ARTICLE 8 : MISE EN ORDRE DE MARCHE

La mise en ordre de marche, lorsqu'elle est requise, est réalisée par le titulaire. A la mise en ordre de marche, le titulaire remet un procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur et lui indique s'il sera présent aux opérations de vérification. Par convention entre les parties, la mise en ordre de marche de chaque itération est réputée intervenir à la date planifiée en amont de chaque itération. Le délai initialement prévu pour la mise en ordre de marche peut faire l'objet d'un sursis ou d'une prolongation de délai dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG.

En particulier, si au vu de premiers tests de routine, la Bpi relève que les prestations sont non conformes aux spécifications techniques arrêtées par les parties, celle-ci pourra prescrire au titulaire de procéder à une nouvelle mise en ordre de marche dans un délai de 30 jours calendaires.

ARTICLE 9 : VERIFICATIONS

L'article 9 déroge à l'article 32 du CCAG.

Modalités de vérification

Chaque bon de commande fait l'objet d'une vérification. Le paiement est conditionné par l'admission paie du bon de commande concerné.

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG, le titulaire est informé que les opérations de vérification des prestations auront lieu dès leur exécution ou livraison. Il est réputé informé de cette date sans qu'une convocation spécifique ne lui soit adressée. Il appartient au titulaire de s'organiser pour assister aux opérations de vérification ou s'y faire représenter. Son absence ne fait pas obstacle au déroulement et à la validité de ces opérations.

Conformément à l'article 31 du CCAG, les prestations qui ne consistent pas en des développements ou à la délivrance de logiciels, par exemple des préconisations, des rapports et audits divers font l'objet d'opérations de vérification quantitative. Leurs vérifications qualitatives sont dispensées des opérations de vérification d'aptitude et de vérification de service régulier et sont réputées prises à la date de constatation du service fait par la Bpi.

Conformément à l'article 32.1 du CCAG, les opérations de vérification ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans l'accord-cadre, conformément aux prescriptions qui y sont fixées et a réalisé les prestations définies dans l'accord-cadre comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles. Les opérations de vérifications qualitatives ont également pour objet de contrôler les conformités à la politique de sécurité, les non conformités pouvant avoir pour conséquence l'ajournement le rejet ou l'admission des prestations avec réfaction.

Chaque bon de commande correspondant à une itération de réalisation fait l'objet d'une recette technique conformément aux dispositions du CCTP. L'admission de chaque itération est formalisée par la seule attestation du service fait constatée par la Bpi.

Les réserves formulées à l'occasion des opérations de vérification portant sur une itération ne remettent pas en cause la réalisation de l'itération suivante, sauf dans l'hypothèse où la levée des réserves conditionnerait logiquement la réalisation de cette itération ou décision contraire de la Bpi transmise au titulaire par ordre de service.

La vérification d'aptitude est réalisée à l'issue du cycle d'itérations prévu au CCTP.

Les cahiers de recette et la recette seront réalisés par la Bpi conformément aux principes fixés au plan de test. Le titulaire apportera une assistance fonctionnelle et technique à la Bpi lors de cette phase de recette.

Au cours de cette opération sont contrôlées :

- La délivrance conforme de la documentation et des sources,
- La résolution des anomalies bloquantes et majeures signalées dans les fiches d'anomalies de l'outil de suivi des anomalies choisi conjointement avec la Bpi (Le titulaire y consigne ses analyses, ses correctifs et ses livraisons), étant entendu que sans cette résolution la vérification d'aptitude ne peut être prononcée. Sauf décision contraire de la Bpi, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour résoudre les anomalies signalées.
- l'absence de régression des prestations réalisées au cours des itérations précédentes.

Les opérations de vérification se font sur l'environnement de test et de production pour la VA, de production pour la VSR. Le titulaire s'assure de la disponibilité de ces environnements durant les phases d'admission pour le bon déroulement des tests.

Les opérations de VA donnent lieu à une décision prononcée par l'acheteur dans un délai de 15 jours à compter de la mise en ordre de marche afférente.

A l'issue de ce délai, si les prestations du titulaire ne peuvent faire l'objet d'une VA positive, la Bpi peut selon son choix, soit procéder à un ajournement, ou à une refaction, soit encore prononcer le rejet de tout ou partie des prestations. Dans le silence des parties, la VA est réputée négative, toutefois dans l'hypothèse d'une mise en exploitation, la VA est réputée positive après un mois de mise en exploitation.

Les opérations de vérification de service régulier ont pour but de constater que les prestations prévues aux bons de commande sont capables d'assurer un service régulier dans des conditions normales d'exploitation.

La régularité du service est examinée à compter du prononcé de la Vérification d'aptitude, ou de la date de mise en exploitation si celle-ci est postérieure, pendant une durée de 15 jours calendaires.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée des indisponibilités imputables à chaque élément des prestations ne dépasse pas 2 % d'utilisation des dites prestations et que celles-ci répondent aux fonctionnalités et caractéristiques prévues à l'accord-cadre. A ce stade, aucune anomalie bloquante ou majeure ne peut subsister.

Les opérations de vérification de service régulier donnent lieu à une décision de VSR prononcée par l'acheteur. Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai de sept jours fixé au CCAG, le résultat de la vérification de service régulier est considéré comme positif et les prestations sont réputées admises.

Mesures prises par la Bpi après les opérations de vérification

Décisions d'admission

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision constatant le service fait ou prononçant soit la vérification d'aptitude, soit la vérification de service régulier. Elle emporte la constatation du service fait et déclenche le paiement des sommes dues au titre du bon de commande afférent.

Ajournement

Par dérogation à l'article du 34.2 du CCAG/TIC, lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il en prononce l'ajournement total ou partiel par décision motivée en invitant le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point dans un délai déterminé par l'acheteur.

Réfaction

La réfaction sur le prix peut être prononcée conformément à l'article 34.3 du CCAG. L'acheteur informe, par décision motivée, le titulaire de son intention de procéder à une réfaction sur le prix. Cette notification fixe au titulaire un délai pour présenter ses observations. L'acheteur notifie la décision de réfaction au titulaire par ordre de service.

Rejet

Le rejet peut être prononcé dans les conditions de l'article 34.4 du CCAG. L'acheteur informe, par décision motivée, le titulaire de son intention de procéder à un rejet total ou partiel de la prestation. Cette notification fixe au titulaire un délai pour présenter ses observations. L'acheteur notifie la décision de rejet au titulaire par ordre de service, cette décision fixe le délai laissé au titulaire pour présenter à nouveau la prestation. Ce délai court à compter de la notification de la décision de rejet au titulaire.

Garantie contractuelle

Par dérogation à l'article 36 du CCAG, le titulaire dans le cadre d'une garantie contractuelle, à l'issue de chaque itération validée par une recette technique, s'engage à remédier aux dysfonctionnements, notamment en cas de régression, depuis l'admission de l'itération formalisée par la constatation du service fait jusqu'au terme de la garantie contractuelle. La rémunération de cette garantie est prise en compte dans le forfait de réalisation de chaque itération. La période de garantie contractuelle exigée par la Bibliothèque publique d'information prend fin à l'issue d'un délai de 6 mois à compter de la date de la décision de VSR générale positive prononcée par l'acheteur.

La garantie porte sur tout vice, défaut de conception ou de fonctionnement normal, qu'ils soient visibles ou cachés. Le titulaire s'engage à effectuer le diagnostic, à remplacer, réparer ou modifier, tout élément défectueux.

La garantie des développements et des logiciels comprend la correction ou, par défaut et par exception, au contournement de tous bugs ou anomalies bloquantes ou majeures qui apparaîtront dans l'utilisation conforme des résultats de la prestation.

Toute intervention au titre de la garantie doit se terminer par des tests de vérification du bon fonctionnement du système sans régression, une fois l'intervention terminée.

ARTICLE 10 : PENALITES

10.1 Pénalités de retard

Le paiement des pénalités de retard n'emporte pas réparation du préjudice subi par l'acheteur du fait du retard. L'acheteur se réserve le droit de réclamer des dommages et intérêts du fait du préjudice subi et de résilier l'accord-cadre conformément à ses stipulations.

Il est fait application de l'article 14.1 du CCAG TIC. Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations, sous réserve des stipulations des articles 14.1 du CCAG-TIC, est expiré.

Les pénalités pour retard sont calculées par application de la formule suivante.

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = le nombre de jours de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC, les pénalités sont dues dès le premier euro.

10.2 Pénalités travail dissimulé

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, un agent de contrôle signale à l'acheteur que le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées à l'article L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, l'acheteur doit adresser une mise en demeure au titulaire par tout moyen écrit permettant d'en déterminer la date et d'en assurer la réception, lui enjoignant de faire cesser cette situation et d'en apporter la preuve.

Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à l'acheteur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 11 : RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Les stipulations de l'article 8 du CCAG sont applicables.

ARTICLE 12 : CAS DE FORCE MAJEURE / SUSPENSION DE L'EXÉCUTION DU MARCHE

Cas de force majeure

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les obligations contractuelles affectées par cet événement sont suspendues pendant la durée effective de l'empêchement.

On entend par force majeure, pour l'exécution du présent contrat, tout acte ou événement imprévisible, irrésistible, hors du contrôle des parties et qui rend l'exécution du contrat pratiquement impossible, tel que catastrophe naturelle, incendie, explosion, guerre, insurrection, mobilisation, grève générale, tremblement de terre, mais non les actes ou événements qui rendraient seulement l'exécution d'une obligation plus difficile ou plus onéreuse pour son débiteur.

La partie évoquant un événement de force majeure doit le notifier à l'autre partie par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date. Lorsque l'événement revêtant les caractéristiques d'un cas de force majeure prend fin, la partie concernée dispose d'une prolongation du délai d'exécution pour exécuter son obligation. Si le cas de force majeure est de nature définitive, la Bpi prononce la résiliation de l'accord-cadre.

Suspension de l'exécution de l'accord-cadre

Dans l'hypothèse d'une fermeture des locaux affectés à la Bpi, ainsi que pour toute cause indépendante de la volonté de celle-ci, notamment pour cause de grève, catastrophe naturelle, menace grave d'attentat, mouvement social exceptionnel, fermeture administrative décidée par les pouvoirs publics, guerre, la Bpi peut suspendre temporairement l'exécution de l'accord-cadre jusqu'au rétablissement de son fonctionnement normal. Si la fermeture des locaux ou de la Bpi revêt un caractère inopiné, la suspension de l'exécution de l'accord-cadre peut intervenir sans préavis. Dans cette hypothèse, la Bpi accorde au titulaire une prolongation du délai d'exécution.

Au surplus, il est fait application de l'article 26 du CCAG.

Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par

l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter à l'accord-cadre et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements. A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par l'accord-cadre et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55 du CCAG.

ARTICLE 13 : CONDITIONS FINANCIERES

Article 13.1 - Montant des prestations

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum,
Le montant maximum est fixé à 40 000,00 € HT.

Le titulaire ne peut formuler de réclamation au motif que le montant maximum de l'accord-cadre n'est pas atteint.

Article 13.2 - Contenu des prix

Les prix stipulés dans le présent accord-cadre figurent au bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement. Ils ont un caractère unitaire. Ils n'excèdent pas ceux que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle à la date de la remise de son offre.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conditions dans lesquelles la prestation doit être exécutée et a établi ses prix en conséquence.

Les prix faisant l'objet du présent accord-cadre sont réputés complets, comprendre la rémunération de toutes les prestations, licences, fournitures, matériels et frais divers nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre (frais de transport et de repas, d'hébergement des personnels, prestations transverses, frais généraux).

Les prix incluent également, les coûts d'assurance, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du titulaire, la garantie, la documentation technique, les frais de gestion et de suivi de l'accord-cadre tels que les réunions préparatoires, de suivi ou de bilan, toutes les charges fiscales et parafiscales frappant la prestation. Sont également comprises toutes les dépenses afférentes à la coordination des prestations, toutes fournitures et/ou main d'œuvre nécessaires à l'exécution complète des prestations conformément aux règles de l'art ainsi que toute sujétion, aléas et frais accessoires.

Article 13.3 – Actualisation des prix

Les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre, soit la date limite de remise des offres fixée dans la mesure de publicité, et la date de début d'exécution des prestations, étant entendu que le démarrage des prestations est fixé à la date de notification du présent accord-cadre.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times \frac{S}{S_0} (n-3)$$

S_0

P = Prix actualisé

P_0 = Prix de base aux conditions économiques du mois de remise des offres

S = Indice Syntec au premier jour du mois d'actualisation du Prix
n = mois de lancement des prestations
S₀ = Indice Syntec aux conditions économiques à la date limite de remise des offres prévue au règlement de la consultation.

Le résultat du calcul est arrondi au 1/1000 supérieur.

Article 13.4 – Variation des prix

Les prix sont fermes pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Article 13.5 - Avance

Eu égard au montant de l'accord-cadre, le titulaire ne peut bénéficier du versement de l'avance prévue à l'article R.2191-3 du code de la commande publique.

Article 13.6. - MODALITES DE REGLEMENT

Les factures du titulaire sont établies après service fait au terme de l'exécution de chacun des bons de commande d'une durée d'exécution inférieure à trois mois, sous la forme de paiements partiels définitifs au prononcé de l'admission.

Les bons de commandes d'une durée d'exécution supérieure à trois mois et qui ont donné lieu à un commencement d'exécution, ouvrent le droit au paiement d'acomptes.

Si le titulaire constitue une petite et moyenne entreprise au sens de l'article R2191-22 du code de la commande publique, la réalisation des prestations donne lieu à des versements d'acomptes mensuels correspondant à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent à l'exception du solde qui intervient au terme de la réception des prestations. Si le titulaire n'est pas une Pme, le versement des acomptes est trimestriel.

Pour les prestations faisant l'objet d'une vérification simplifiée, le cumul des acomptes périodiques est limité à 60% jusqu'à la présentation aux opérations de vérification puis versement du solde à l'admission des prestations.

Pour les prestations faisant l'objet d'une vérification d'aptitude et de service régulier, le cumul des acomptes périodiques est limité à 60% avant la VA, puis à 20% au prononcé de la VA positive, puis au versement du solde de 20 % à la VSR positive.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Article 13.6.1 – Paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG.TIC.

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le défaut de paiement dans le délai susvisé fait courir de plein droit et sans autres formalités des intérêts moratoires au profit du titulaire, au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Le titulaire bénéficie dans les mêmes conditions de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

Les paiements sont effectués au compte ouvert au nom du titulaire, tel qu'il figure dans le cadre B de l'acte d'engagement.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de la Bpi.

Article 13.6.2 - Etablissement des factures :

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et avec le nombre de copies réglementaires et comporteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier, son numéro Siret,
- la domiciliation bancaire (numéro de compte, réf lban et code Bic),
- **la référence et la date de l'accord-cadre,**
- la prestation réalisée,
- le montant hors TVA de la prestation exécutée,
- le prix des prestations accessoires,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations.

Envoi de la demande de paiement : Facturation électronique

Conformément aux articles L 2192-1 et suivants du Code de la commande publique, les bénéficiaires d'une commande publique doivent transmettre obligatoirement leurs factures sous forme électronique.

L'émission et la transmission des factures est effectuée selon les dispositions de l'article D. 2192-1 et suivants et de l'article R. 2192-3 du Code de la commande publique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

Pour la transmission des factures via ChorusPro, le titulaire utilisera l'identifiant Bpi 180043093 00038 – Service 403 Données et accès.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles

s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Article 13.6.3 DEMANDES DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS AYANT DROIT AU PAIEMENT DIRECT (> 600 € TTC)

Conformément aux articles 2193-10 et suivants du code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom de l'acheteur, au titulaire du présent accord-cadre, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.

S'il ne recourt pas à la facturation électronique, le sous-traitant adresse ensuite sa demande de paiement à l'acheteur, à l'adresse du courriel liste.contact.financier@bpi.fr, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'acheteur ou la personne désignée par lui dans l'accord-cadre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article R2192-10 du code de la commande publique. Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours susmentionné si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal indiquant que le pli n'a pas été réclamé ou refusé.

L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Les factures des sous-traitants font apparaître :

- outre les mentions légales, les indications suivantes :
- la domiciliation bancaire (numéro de compte, IBAN et BIC),
- le référence et la date de l'accord-cadre,
- le numéro et la date du bon de commande,
- le montant hors TVA de la prestation exécutée,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations,
- la date d'émission de la facture,
- l'identification du sous-traitant (raison sociale, adresse, n° SIRET),
- l'objet des prestations sous-traitées et leur période de réalisation (avec précision du poste et/ou du bon de commande concerné).

Article 13.6.4. Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;

Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;

Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire. En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

ARTICLE 14 : PROPRIETE INTELLECTUELLE, SOURCES, LICENCE D'UTILISATION, DOCUMENTATION

Le chapitre 7 du CCAG TIC est applicable.

Le titulaire déclare avoir la capacité de céder les droits d'exploitation afférents à ses prestations, soit en qualité de titulaire ou de cessionnaire.

Il certifie notamment pour tous les contrats de louage d'ouvrage ou de service qu'il pourrait passer pour l'exécution des prestations fixées aux présentes que ceux-ci comporteront une cession des droits d'exploitation éventuels.

Compte tenu des besoins exprimés au CCTP notamment en termes de mutualisation Il est rappelé conformément au CCAG et en complément de celui-ci que pour les prestations qui correspondent à la qualification de résultats, les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans le CCTP, notamment l'objectif d'interopérabilité et de libre exploitation des données de la Bpi par les tiers, comprennent en particulier, la possibilité de rétrocéder tout droit afférent aux prestations à tout tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous une licence libre/open source.

Relativement aux connaissances antérieures utilisées par le cocontractant à son initiative pour exécuter les prestations objet du présent contrat, le cocontractant s'engage à communiquer à la Bpi la liste complète des connaissances antérieures utilisées en précisant pour chacune d'elles les informations suivantes : nom du composant, nom du ou des auteurs, source (site internet...), régime juridique.

L'inclusion de ces connaissances antérieures par le cocontractant dans les prestations objet du présent contrat oblige celui-ci à en acquérir les droits d'exploitation de manière à garantir à la Bpi un usage paisible du résultat des prestations en conformité avec l'objet du contrat.

Relativement aux connaissances antérieures standards logicielles, il est précisé que les conditions de la licence à peine de rejet de l'offre, ou résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire permettent leurs utilisations pour les besoins exprimés dans le CCTP et comprennent pour la Bpi la possibilité de rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous une licence libre/open source.

A cet égard, les données sémantisées fournies au titulaire correspondent à la qualification d'une connaissance antérieure standard apportée par l'acheteur. En application de l'article 45 du CCAG, le titulaire ne peut les utiliser que dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, sans préjudice des dispositions de la licence Open source qui les régit.

En conséquence relativement aux résultats des prestations et aux connaissances antérieures, la Bpi et les tiers, sous réserve du respect des clauses de la licence Open source applicable ont le droit d'effectuer :

1° La reproduction permanente ou provisoire desdits développements en tout ou partie par tout moyen et sous toute forme, l'affichage, l'exécution, la transmission ou le stockage desdits développements,

2° La traduction, l'adaptation, l'arrangement ou toute autre modification desdits développements, la reproduction du logiciel en résultant.

La présente autorisation d'usage est consentie en France et à l'étranger, pour toute la durée des droits de la propriété littéraire, artistique et intellectuelle d'après les législations tant françaises qu'étrangères et les conventions internationales actuelles ou futures y compris les prolongations qui pourraient être apportées à cette durée.

Sources

Le cocontractant communique gracieusement en exécution de ses prestations l'intégralité du code source correspondant des développements réalisés, sous une forme lisible par un ordinateur, lequel doit être distribué sur un support habituellement utilisé pour l'échange de logiciels.

Par ailleurs, le cocontractant veille à la lisibilité des codes sources qu'il développe et de l'ensemble des matériels de conception préparatoire de manière à ce que ceux-ci puissent être appréhendés par tout homme de l'art sans investissement particulier.

Documentation technique

Le cocontractant devra documenter sa prestation dans toutes les phases décrites au CCTP. Le cocontractant s'engage à ce titre à mettre à jour la documentation afférente à ses prestations qu'il remettra à la Bpi au fur et à mesure des interventions qu'il est amené à effectuer.

Conformément à l'article 22.2 du CCAG, le titulaire livre pour chaque développement, une documentation technique en langue française indiquant les modalités de leur mise en fonction. La documentation doit être transmise à l'issue de chaque itération réalisée.

La documentation est un ensemble d'informations relative au développement logiciel réalisé, qui peut-être, en tout ou partie, une connaissance antérieure qu'il s'agisse d'une fonctionnalité logicielle diffusée sous une licence éditeur propriétaire ou publiée sous le régime de la licence libre et qui contient tout ou partie des éléments listés à l'article 22.2 du CCAG.

Le prix de cette documentation technique est inclus dans le prix de l'accord-cadre.

ARTICLE 15 : MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Sans que cela soit une obligation pour elle, la Bpi envisage conformément au code de la commande publique de passer un ou plusieurs marchés publics complémentaires, négociés sans mise en concurrence auprès du titulaire initial et destinés soit à la réalisation de prestations de services devenues nécessaires à la suite de circonstances imprévues, ou bien encore de prestations similaires.

ARTICLE 16 : RETENUE DE GARANTIE

Le présent accord-cadre ne prévoit pas de retenue de garantie.

ARTICLE 17 : NANTISSEMENT CESSIION

Le titulaire est admis au bénéfice du nantissement et de la cession. Le certificat de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créances sera délivré à sa demande et sans frais par la directrice de la Bpi. La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du code de la commande publique est la directrice de la Bpi.

ARTICLE 18 : RESILIATION

Le chapitre 8 du CCAG TIC est applicable.

Difficulté d'exécution de l'accord-cadre

Il est précisé néanmoins que lorsque dans les conditions de l'article 49.1 du CCAG, l'acheteur résilie l'accord-cadre au motif de difficultés techniques particulières d'exécution ou en raison d'un événement ayant le caractère de force majeure, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

Résiliation pour faute

La Bpi peut résilier tout ou partie de l'accord-cadre, sans que le titulaire ne puisse prétendre au versement d'indemnités en cas de défaut d'exécution de l'accord-cadre caractérisé notamment par l'inexécution par ce dernier de ses obligations.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, m et n du 50.1 du CCAG, cette résiliation ne peut intervenir qu'après l'émission d'une mise en demeure, avec un délai d'exécution précisé par l'acheteur, puis restée infructueuse et dans laquelle celui-ci informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Il est précisé que dans l'hypothèse où la Bpi devrait prononcer le rejet des prestations du titulaire, celui-ci pourra encourir au choix de l'acheteur, après mise en demeure, la résiliation totale ou partielle de l'accord-cadre pour faute.

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'omission des déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou si le titulaire n'a pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles ou refusé de produire les pièces prévues aux articles R 324-4 ou R 324-7 du code du travail, l'accord-cadre est résilié pour faute du titulaire. Toutefois, si le titulaire est exclu de la procédure de passation des marchés publics en application des articles L2141-1 à L 2141-5 du code de la commande publique, la décision de résiliation intervient sans mise en demeure après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

Dans les cas prévus à l'article 54 du CCAG, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations de l'accord-cadre ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

Dans cette hypothèse, le titulaire doit fournir à l'acheteur les informations et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'accord-cadre et qui seraient nécessaires à la bonne fin des prestations en exécution de son obligation de réversibilité et de transférabilité.

Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin, dans un délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques ou dans tout autre délai fixé par l'acheteur par tout moyen écrit permettant d'en déterminer la date et d'en assurer la réception au titulaire.

S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution de l'accord-cadre dans ce délai, l'accord-cadre est résilié pour faute du titulaire.

En cas de résiliation pour faute, les conséquences pécuniaires de celle-ci, en particulier dans l'hypothèse d'une exécution des prestations prévues par l'accord-cadre par un tiers aux frais et risques du titulaire, sont à la charge de celui-ci. La décision de résiliation mentionne le cas échéant le choix de la Bpi de recourir à une exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 19 : TRAVAUX DE RENOVATION DU CENTRE POMPIDOU

A l'occasion des travaux de restructuration du Centre Pompidou, des travaux importants affecteront les espaces publics de la bibliothèque ainsi que les espaces internes qui abritent les services chargés des collections de la Bpi dont le fonctionnement sera en tout état de cause impacté. En l'état actuel, ces travaux sont programmés à partir de

2025. La Bpi a fermé ses portes fin février 2025 et dispose de locaux provisoires, situés au 40 avenue des Terroirs de France, Paris (75012), pour y réouvrir au public à partir du 25 août 2025.

Sans que cette énumération soit limitative, le rythme, le volume des commandes, les modalités de gestion des commandes, les lieux de livraison, d'installation des serveurs et de vérification sont susceptibles d'être modifiés. Si ces évolutions ont une incidence sur le déroulement ou l'exécution de l'accord-cadre, en tant que de besoin les parties se rapprocheront et concluront un avenant au présent accord-cadre.

ARTICLE 20 : LEGISLATION APPLICABLE / LITIGES

Le présent accord-cadre est soumis aux lois et règlements français, à l'exception des règles de conflit de loi qui pourraient avoir pour effet de renvoyer, pour la résolution matérielle du litige à une autre législation.

Pour toute contestation survenant sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat et qui ne pourrait être réglée à l'amiable, sans préjudice de la faculté de la Bpi d'émettre un titre exécutoire, attribution est faite à la juridiction administrative territorialement compétente.

ARTICLE 21 : CLAUSE DE REEXAMEN, AVENANT

En tant que de besoin, outre les hypothèses prévues précédemment dans le présent accord-cadre, telles que notamment l'actualisation des prix, l'évolution de la réglementation environnementale et la programmation des travaux de rénovation de la Bpi, chacune des parties peut demander le réexamen des conditions du contrat par tout moyen à l'autre partie.

Le réexamen peut porter en particulier sur l'ajout de prestations de service associées et accessoires à la prestation délivrée en exécution du présent accord-cadre, la suppression ou l'ajout de prix au bordereau de prix de l'accord-cadre, la mise en œuvre d'une fonctionnalité nouvelle compte tenu des évolutions de l'état de l'art, une modification des éléments constitutifs du système informatique de la Bpi affectant l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre, une variation du périmètre ou l'adaptation des prestations du titulaire dans le cadre de la relocalisation temporaire des locaux publics de la Bpi pendant les travaux de rénovation du Centre Pompidou.

Le présent accord-cadre peut également faire l'objet d'une modification, sur le fondement de l'article R2194-1 du code de la commande publique en cas d'évolution du secteur et des pratiques relatives aux prestations citées en objet de l'accord-cadre.

Cette modification peut intervenir dès lors que de nouveaux outils et/ou fonctionnalités, nouvelles technologies ou nouvelles pratiques et/ou formats, non connus à la notification de l'accord-cadre, deviendraient indispensables pour la réalisation, la performance et la qualité des prestations, ou la sécurité informatique, et nécessiteraient la prise en compte de coûts spécifiques non définis dans l'offre du titulaire.

En cas d'accord des parties, celles-ci fixeront les modalités de celui-ci par voie d'avenant.

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, un nouveau bordereau des prix peut être substitué pendant la durée de l'accord-cadre, en cas de suppression, de modifications ou d'ajouts d'unités d'œuvres au bordereau des prix initiaux de l'accord-cadre sous réserve que cette suppression, cette modification ou cet ajout ne concerne pas plus de 60 % des références du bordereau initial des prix unitaires.

Si le nombre d'unités d'œuvres supprimées, modifiées ou ajoutées est supérieur à 50 % du nombre des unités d'œuvres du bordereau des prix initiaux, il est conclu un avenant. Dans le cas où ce nombre est inférieur ou égal à 50 %, le titulaire soumet à l'acheteur dès la modification du bordereau des prix, un nouveau bordereau par tout moyen permettant de donner date certaine et indique la date d'entrée en vigueur de ce nouveau bordereau qui ne peut avoir effet rétroactif. L'accord de l'acheteur sur le bordereau de prix est donné par courriel de la directrice ou du directeur de la Bpi ou des agents auxquels elle a donné délégation de signature. Les prix appliqués aux commandes émises par

l'acheteur sont ceux en vigueur à la date de passation de la commande sur la base du bordereau des prix en sa possession.

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le montant maximum peut faire l'objet d'une augmentation jusqu'à 50 %. Cette modification fera l'objet d'un avenant.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour l'actualisation des prix de l'accord-cadre.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées dans l'avenant conclu en application du présent article.

Le réexamen peut porter également sur les droits de propriété intellectuelle, les conditions financières et le changement de titulaire en cas notamment de fusion, cession, absorption du cocontractant de l'acheteur ou d'ajout, défaillance ou remplacement d'un cotraitant.

En cas d'accord des parties, celles-ci fixeront les modalités de celui-ci par voie d'avenant.

ARTICLE 22 : DEROGATIONS AU CCAG

A l'article 3.2 du CCAP, dérogation à l'article 4.1 et à l'article 3.1.1 du CCAG

A l'article 6.9 du CCAP, dérogation à l'article 37 du CCAG

A l'article 7.3 du CCAP, dérogation à l'article 3.9 du CCAG

A l'article 7.6 du CCAP, dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG

A l'article 9 du CCAP, dérogation aux articles 32, 30.3, 34.2 et 36 du CCAG.

A l'article 10.1 du CCAP, dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG